

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-125

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-125 (ex-article 175) (environnement)

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'article III-124 (ex-174)]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.
2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article III-62 (ex-95)], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadres européennes établissant:
 - a) ~~des mesures essentiellement de nature fiscale;~~
 - b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
 - c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil peut adopter, à l'unanimité, une décision européenne définissant les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

reste de l'article inchangé

Explication :

Dans une Union de 25 États membres, le maintien de l'unanimité équivaut à l'inaction ou en tout cas à des décisions peu satisfaisantes. Il conviendrait donc de supprimer l'exigence de l'unanimité à l'article III-125. Cela vaut en tout cas pour les décisions en matière de protection de l'environnement qui utiliseraient la fiscalité comme moyen d'action.

En ce qui concerne les points b) et c) de l'art. III-125, paragraphe 2, il s'agit de domaines dans lesquels l'Union ne devrait, en principe, et conformément au principe de subsidiarité, pas légiférer. Plutôt que le maintien de l'unanimité pour ces thèmes, ce qui équivaut à une compétence que l'Union ne pourra de toute façon pas exercer, il conviendra de délimiter de façon plus précise les sphères de compétences respectives,

ce qui permettrait la suppression de l'exigence de l'unanimité. La Commission se réserve de faire des propositions concrètes à la CIG à cet effet.